

Mars 2026

Démographie et Aménagement du territoire

Du point de vue des équilibres démographiques, la France connaît depuis le milieu des années 2010, un léger ralentissement de sa croissance, du fait du déclin du solde naturel qui n'est plus que très légèrement positif, et de devenant négatif en 2025. Dans un premier temps, la cause en était la baisse du nombre de femmes en âge de procréer, à fécondité stable, mais depuis 2021 la diminution brutale de la fécondité a accentué ce phénomène. Il est partiellement compensé par une amélioration du solde migratoire, longtemps très faiblement positif en France, contrairement aux idées reçues.

Dans ce contexte général, la croissance est depuis la fin de la première décennie du siècle, beaucoup plus concentrée qu'elle ne l'était au début de cette période. Le nombre de départements en déclin est ainsi passé d'une petite dizaine entre 1999 et 2006, concentrés dans le nord-est et le centre (plus l'Orne), à près d'une quarantaine entre 2015 et 2020. Les zones de croissance rapide sont aujourd'hui peu nombreuses et couvrent quelques départements polarisés par des métropoles très dynamiques (Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Gironde, Haute-Garonne, Hérault, Ain et Haute-Savoie -proximité avec Genève ou Lyon) et des départements littoraux de l'Ouest (Vendée, Landes, à un moindre degré Charente-Maritime, Morbihan et Pyrénées-Atlantiques) ou de la Méditerranée (Var et Corse en particulier). L'Ile-de-France conserve une croissance régulière, légèrement inférieure à la moyenne nationale, influencée négativement essentiellement par le déclin assez rapide de la ville de Paris depuis 10 ans. Les zones en recul se sont étendues dans le nord de la France principalement, mais touchent aussi quelques secteurs de l'ouest (Mayenne et Orne), du Massif central et du sud-ouest. L'ensemble dessine une France en croissance allant de la Bretagne à Auvergne-Rhône-Alpes en passant par les littoraux atlantiques et méditerranéens opposée à un grand Bassin parisien en déclin relatif et parfois absolu.

La crise sanitaire n'a pas eu d'influence majeure sur ces tendances lourdes, l'impact du télétravail ayant été largement surestimé, alors qu'il concerne principalement les cadres supérieurs et certaines villes de l'ouest. Même si les résultats des recensements de 2021 et 2022 dénotent une amélioration dans certains départements ruraux, les zones de croissance rapide demeurent les mêmes. Les estimations de population au 1^{er} janvier 2026 récemment publiées confirment cette lecture.

Ces évolutions traduisent des tendances économiques et sociologiques de fond, bien mises en lumière par les cahiers de l'Observatoire des territoires. Au titre de l'économie, figurent bien évidemment la répartition des activités et les équilibres entre filières. Le développement du tertiaire supérieur, l'économie numérique en étant un bon exemple, est très favorable aux grandes agglomérations, en particulier celles dont le capital scientifique est réputé et dont l'image en termes de qualité de vie est très positive. Cela explique

largement la croissance très rapide des métropoles de l'ouest et du sud-ouest, qui profitent dans le temps long de la politique des métropoles d'équilibre lancée dans les années 1960. Les périphéries de ces territoires urbains bénéficient souvent pour leur part de la déconcentration d'activités consommatrices d'espace, logistique et industrie. S'agissant de cette dernière, elle a beaucoup mieux résisté depuis vingt ans dans l'ouest et le sud, du fait des spécialisations locales (agro-alimentaire, aéronautique et défense, certains secteurs de la chimie) que dans les vieilles régions industrielles du nord-est, marquées par le déclin des industries mécaniques, automobile incluse, après la quasi-disparition du textile et des mines. L'Ile-de-France reste attractive, au niveau mondial, grâce à son potentiel scientifique, technique, financier, culturel, touristique et son réservoir de main d'œuvre qualifiée, étant par ailleurs massivement dépendante de l'immigration pour les emplois d'ouvriers et de services à la personne. Ces phénomènes se traduisent par des évolutions très divergentes de l'emploi total, la croissance étant minimale sur 50 ans en Bourgogne-Franche-Comté (moins de 5%) et maximale en Occitanie et Corse (plus de 60 %).

Au surplus, l'évolution récente de l'emploi a été souvent très favorable aux villes centres des grands systèmes urbains, plus qu'à leur périphérie. Cela a pour conséquence un allongement continu des déplacements domicile-travail, dans des contextes d'accès au logement où la pression accentue le poids des cadres dans les centres, les ouvriers et employés étant renvoyés en grande périphérie.

En sus des mécanismes proprement économiques, les mouvements démographiques sont très marqués par les préférences géographiques des ménages. L'attraction du littoral est de façon générale un fait majeur, même si elle est plus forte sur l'Atlantique et la Méditerranée que sur la Manche. Certaines régions bénéficient d'un effet d'image très positif, Bretagne ou sud-ouest par exemple (Pays basque en particulier), conjugué à l'amélioration des liaisons ferroviaires, ce qui explique largement leur attractivité migratoire et aussi le vieillissement très rapide de la population dans certaines villes touchées par des afflux de retraités. La concurrence joue aussi entre grandes villes, et il est globalement plus facile d'attirer des talents ou des compétences à Nantes ou Bordeaux que dans les petites métropoles du Bassin parisien et de ses abords, Dijon inclus.

Dans ce cadre très général, s'est dessiné un mouvement de bascule de la croissance au profit des centres urbains. Les zones rurales les moins denses, éloignées des villes, sont aujourd'hui globalement en déclin, contrairement au début du siècle ; la croissance des zones péri-urbaines est fortement ralentie, du fait du recul de la construction pavillonnaire. A l'inverse, la quasi-totalité des métropoles ou des agglomérations de plus de 100 000 habitants est en croissance, souvent plus rapide que leur département, cela étant vrai également dans des zones en déclin (Amiens, Lille, Caen, Tours, Orléans, Dijon, etc.). Ce phénomène touche aussi un certain nombre de villes moyennes parmi celles qui avaient perdu d'assez nombreux habitants, Aurillac, Tarbes ou Roanne, pour prendre quelques exemples récents, même si les situations demeurent très diverses, le programme Action cœur de ville ayant sans doute des effets positifs.

Enfin, il faut souligner l'évolution sur longue période de la répartition des classes d'âge. Les jeunes de 18 à 30 ans sont aujourd'hui beaucoup plus concentrés qu'il y a cinquante ans, dans les agglomérations principales, dotées de pôles universitaires importants et d'un bassin d'emploi facilitant l'accès au marché du travail après les études supérieures. Le vieillissement est un processus général, engagé de longue date dans certains départements ruraux touchés dès le XIX^{ème} siècle par l'exode rural (Creuse, Lot et Nièvre étant les plus âgés). Il est aujourd'hui particulièrement rapide dans les zones péri-urbaines en forte

croissance depuis les années 70, du fait du départ des jeunes pour les études, et dans certaines zones littorales très attractives (Vendée, côtes charentaise, landaise ou basque).

De François Philizot